

MOUVEMENT SOCIAUX

680 protestations
durant le 3ème trimestre 2023

MIGRANTION NON-RÉGLEMENTAIRE

4814 Migrants en septembre 2023
9779 Migrants entre juillet et septembre 2023

32 cas

Suicides et Tentatives de Suicide
Juillet - Septembre 2023

Rapport Trimestriel

JUILLET - SEPTEMBRE

2023

INTRODUCTION	2
ANALYSE CONCEPTUELLE	3
01	
LES MOUVEMENTS SOCIAUX	6
02	
LA MIGRATION NON REGLEMENTAIRE	13
03	
LA VIOLENCE	19
04	
SUICIDE ET TENTATIVE DE SUICIDE	23

INTRODUCTION

Incertitudes et ressentiment ont continué à rythmer le politique tunisien. Les manières avec lesquelles s'expriment la population ont pris la forme des formulations politiques des décideurs politiques et médiatiques : incertains et désorganisés. Ce trimestre s'inscrit dans une continuité, celle du populisme et de ses répercussions sur la population. Les réponses insuffisantes ou inadaptées du pouvoir sont là pour provoquer un sentiment de lassitude voire d'impuissance, mais les données concrètes de privations et de précarisation sont également là pour donner du souffle aux expressions populaires.

L'essoufflement prévu dans les derniers rapports se concrétise de plus en plus, avant une courbe toujours descendante, en ce qui concerne le nombre des protestations. Cependant, les protestations sont de plus en plus organisées et touchent de plus en plus des éléments concrets de la vie quotidienne à savoir le travail, l'éducation et la santé. L'année 2023 est effectivement une année difficile pour la Tunisie sur le plan économique et politique. Une forme d'éco-anxiété infiltre les discours de la population et contribue à un malaise lié à l'insécurité.

Le quotidien reste incertain et l'inflation continue à affecter la population, notamment les groupes vulnérables. Les signes d'inégalité sont là pour rappeler les défaites. Cependant, l'espoir de la population reste vif. Des revendications concrètes et élaborées se di-

rigent vers l'autorité, de manière organisée. Sans réponses adéquates, la rage de la population referra surface soit à travers la lutte dans l'organisation de protestations soit dans la fuite à travers l'immigration clandestine ou la violence interpersonnelle, soit la sidération que nous observons actuellement.

A l'instar des formulations politiques, le contexte actuel vient avec un lot de réactions sociales dont les violences et les suicides : les violences dirigées vers l'Autre et les violences auto-infligées. En montée depuis le début de l'année, ces expressions sont tantôt signe de désespoir et tantôt manière de protestation. Les violences proliférant à la fois dans l'espace intime et public indiquent une frustration, une envie de dominer l'autre et une impunité flagrante.

Incapables de contenir ou transformer la rage, des victimes se multiplient, entraînant avec eux des séquelles sociétales qui seront difficiles à gérer. Les suicides quant à eux indiquent les souffrances de la population, mais aussi les défaillances du système de santé mentale tunisien.

Ce rapport de l'Observatoire Social Tunisien du FTDES est destiné aux lectrices et aux lecteurs qui s'intéressent au contexte, aux mouvements sociaux, aux violences et aux suicides en Tunisie. Il offre une vue d'ensemble des événements principaux ayant eu lieu durant ce trimestre, tout en offrant des pistes d'analyse.



CONTEXTUELLE

DYNAMIQUES POLITIQUES

Politiquement, la Tunisie traverse une phase de structuration populiste qui perdure depuis 25 juillet 2021¹. Les phases d'instabilité gouvernementale et d'atermoiements politiques ont entraîné un pouvoir incertain face à des oppositions avec lesquelles le pouvoir est inégal. Le régime ultra-présidentialiste qui s'est installé, ainsi qu'une modalité de fonctionnement propre à ce régime.

Néanmoins, l'usage du mot « crise » peut être considéré comme démodé. Ce mot – largement approprié par les médias locaux et étrangers – est utilisé pour décrire la situation politique en Tunisie et freine l'analyse sociologique au-delà de l'assignation de ce terme et l'utilisation des paradigmes de « crises ». En effet,

par définition une crise est une rupture imprévisible, spectaculaire et théâtrale. Une crise politique est définie comme un épisode où les repères dérobent et une perte de sens s'observe. Elle se caractérisera par l'effacement des frontières organisationnelles et une fluidité de la situation. Actuellement, la situation politique se distingue par l'installation d'un système politique, venu effacer un autre. Le régime ultra-présidentiel et l'effacement des gardes fous de la transition démocratique est une réaction aux politiques du consensus² ayant duré une décennie. Désormais, la situation politique est certes mono-décisionnelle, mais elle est stabilisée. Le paradigme de la crise devient alors obsolète et inutile³.

¹ Nafti, Hatem. « Le système de Kaïs Saïed : un projet populiste autoritaire porté avec le concours des élites », *Confluences Méditerranée*, vol. 125, no. 2, 2023, pp. 27-40.

² Mouffe, Chantal. *L'illusion du consensus*. Albin Michel, 2016.

³ Ordioni, Natacha. « Le concept de crise : un paradigme explicatif obsolète ? Une approche sexospécifique »,

Nous observons dans ce contexte l'oppression de la liberté d'expression. Selon « reporters sans frontières », la Tunisie a chuté de 49 places dans le classement mondial dans l'espace de deux ans. Elle est désormais classée 121 sur 180 pays. Cela s'explique par le harcèlement des journalistes par le cadre juridique, la loi contre les fausses informations, la détention du directeur général de Mosaïque FM, l'absence de réception des journalistes au palais de Carthage, l'utilisation des réseaux sociaux pour des buts de diffamation et décredibilisation de la presse, etc⁴. De plus, le président a continué à accuser à maintes reprises la société civile de servir les intérêts de l'étranger et a déclaré son intention d'interdire les « financements étrangers ». Ces accusations ont servi à limiter la crédibilité des contre-pouvoirs citoyens aux yeux de la population⁵, étant donné le climat de méfiance qui est observable depuis des années en Tunisie.

Quant à l'affaire des opposants politiques incriminés, la répression a continué durant ce troisième trimestre. Cela s'est manifesté par l'ouverture d'une enquête pénale contre au moins 21 militants, avocats et hommes d'affaire accusés pour « complot contre la sûreté de l'État ».

Au niveau du rapport avec l'étranger, la Tunisie adopte une nouvelle posture souverainiste. Le gouvernement tunisien a

renvoyé 60 millions d'euros des fonds européens d'aide budgétaire qui était supposée être un premier versement de 127 millions d'euros prévus dans le protocole signé en juillet entre l'UE et la Tunisie. Cet accord qui était supposé renforcer l'externalisation des frontières en Tunisie a été questionné par le président et le versement a été décrit comme « portant atteinte à notre dignité ».

Mondes en développement, vol. 154, no. 2, 2011, pp. 137-150.

⁴ <https://rsf.org/fr/pays/tunisie>

⁵ Amnesty International. <https://www.amnesty.org/fr/latest/campaigns/2023/07/human-rights-under-assault-two-years-after-president-saieds-power-grab/>

DYNAMIQUES SOCIO-ÉCONOMIQUES

L'année 2023 a été difficile pour les tunisiens sur le plan économique. Le ralentissement de la consommation, l'inflation, les politiques monétaires restrictives et la baisse des subventions de l'FMI ont engendré des difficultés quotidiennes pour les tunisiens. Au niveau agricole, l'agriculture locale est en difficulté à cause des pénuries d'eau et les défaillances et retards des investissements. Les inégalités prolifèrent également que ce soit vis-à-vis aux disparités entre les zones côtières et intérieures du pays, les difficultés d'accès aux soins et à l'éducation, etc.

La fuite des cerveaux et l'émigration clandestine sont aussi des facteurs qui auront des effets ambivalents sur l'économie tunisienne, à savoir négatives à travers la perte de capital humain et positives en raison des remittances de la diaspora. De même, le secteur public demeure défaillant et difficile à réformer par l'Etat, le secteur touristique est encore affaibli et les institutions ne sont pas encore complètement stabilisées. Encore, le chômage continue d'augmenter. Il a atteint au 2e trimestre de 2023 un taux de 15,6% avec

plus de femmes à savoir 21,1% que des hommes à savoir 13,2%.

Durant le troisième trimestre, l'inflation a atteint un taux de 9%, avec une augmentation en août, suivi pas une baisse en septembre. En juillet, les prix à la consommation ont augmenté de 0,7% sur un moyen après une hausse de 0,4% le mois précédent. Cette hausse est expliquée par l'augmentation des prix des produits d'alimentation de 1,1%, des services de restauration et hôtellerie de 2,3%. L'inflation était à 9,1% contre 9,3% du mois de juin. En août, les prix de consommation augmentent de 0,6% en un moyen. Une augmentation due aux prix des produits alimentaires ayant augmenté à 2,3% et le prix du tabac qui a augmenté à 3,2%. Durant ce mois, l'inflation a augmenté à 9,3% après 5 mois consécutifs de baisse de ce taux. En septembre, les prix à la consommation augmentent encore de 0,8%, en raison de l'augmentation des prix des produits et services d'enseignement de 4,3%, du tabac de 5,8% et des produits d'alimentation de 0,9%. L'inflation quant à elle atteint durant ce mois 9%, suite à la hausse ponctuelle en août¹.

¹ INS. statistiques 2023, <https://www.ins.tn/>

MOUVEMENTS SOCIAUX

680

Protestations durant le 3^{ème} trimestre 2023

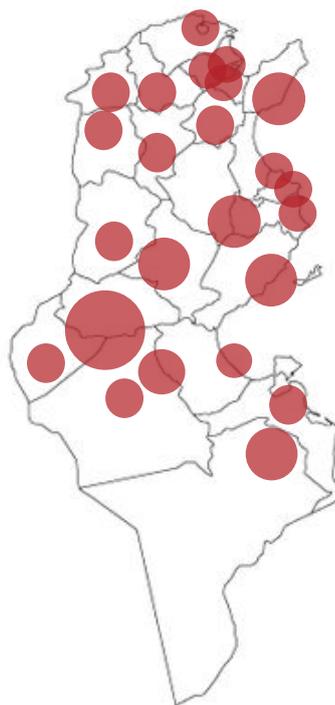
Durant ce trimestre, nous avons continué à observer une baisse du nombre des protestations, en comparaison avec le deuxième trimestre durant lequel 894 et le premier qui a enregistré un nombre de 1262 protestations. L'hypothèse d'une courbe descendante se fait donc confirmer et avec cette hypothèse celle de l'essoufflement de la population et du désinvestissement des manifestations comme moyen de riposte populaire aux conditions politiques et socio-économiques.

Il est compliqué d'analyser les mouvements sociaux en Tunisie, exclusivement à travers les 680 mouvements de protestation enregistrés durant ce trimestre. Tandis que ces mouvements baissent en nombre, ils se font plus clairs en contenu. La désillusion par rapport aux idéaux de « justice » et de « liberté » est par exemple un élément qui se fait remarquer, avec la disparition de ces revendications et l'apparition des revendications plus concrètes et plus urgentes. La disparité régionale est également un élément perceptible à travers l'étude des mouvements de protestation de ce trimestre et des précédents. Les inégalités entre les régions a toujours été présentes. Les politiques publiques mises en œuvre dans les différents gouvernorats du pays ont contribué à renforcer ces inégalités et par conséquent les réactions populaires à ces inégalités. Le nouveau découpage territorial de la Tunisie en cinq districts – auxquels sont assignés des numéros – a apporté une nouvelle complexité à l'analyse du fonctionnement des régions.

1.1 Distribution Géospatiale

Ainsi, 680 mouvements de protestations ont été enregistré, à savoir 234 en juillet, 223 en août et 223 en septembre. Parmi ces mouvements, 200 ont été enregistré à Gafsa, 60 à Sfax, 59 à Sidi Bouzid, et 51 à Kairouan. Les gouvernorats ayant enregistré le taux le plus bas sont Mahdia, Zaghouan et Monastir.

Cette composition des espaces géographiques de protestations diffère de celle des trimestres précédents, quoique Gafsa a déjà commencé à dominer le renoncement des mouvements sociaux du mois de juin en nombre.



Manifestations à Gafsa : quelle signification

200 protestations durant le trimestre ont été enregistrées à Gafsa. Ce nombre significatif parmi les protestations recensées est un indicateur des inégalités dans ce gouvernorat. Les voix des habitants de Gafsa restent audibles et portent une longue histoire de lutte.

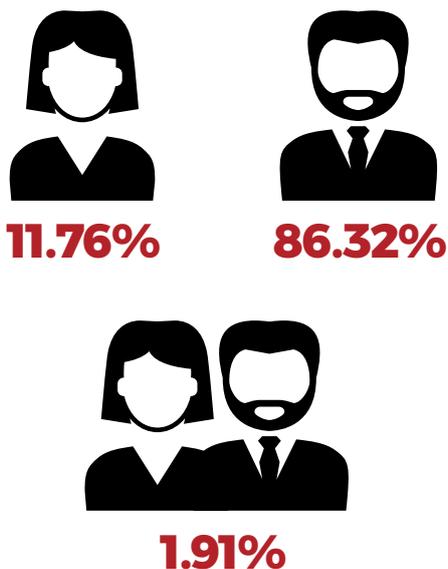
Des mouvements de protestations ont été liés et réalisées devant le siège de la Compagnie des phosphates de Gafsa (CPG). Les difficultés économiques et notamment la chute de la production annuelle de phosphate ont provoqué une vague de protestations. Une partie de ces protestations est liée au non-paiement des primes de la rentrée et d'autres primes liées à des augmentations depuis une longue durée.

En juillet, des manifestations ont été déclenchées suite à des problèmes liés à la distribution de l'eau qui ont duré pendant presque un mois. Les habitants ont alors exprimé leur colère en manifestant et en brûlant des pneus devant le siège de la délégation de Redeyef. Priver les habitants de leur droit fondamental d'accès à l'eau signifie mettre leur santé et leur vie en danger.

Cependant, la colère n'est pas seulement expliquée par une réponse à la privation. Dans ce gouvernorat, le taux du chômage et de la pauvreté est parmi les plus élevés au pays, atteignant 30% dans les régions du bassin minier. Parmi les personnes en situation de chômage, 52,91% sont titulaires de diplômes supérieurs.

Les inégalités et les privations sont alors facteur de mécontentement dans le gouvernorat de Gafsa. Les mobilisations viennent répondre à la frustration quotidienne. Gafsa a longtemps été oubliée et marginalisée par le pouvoir. Elle continue en 2023 à résister.

1.2 Distribution Genrée



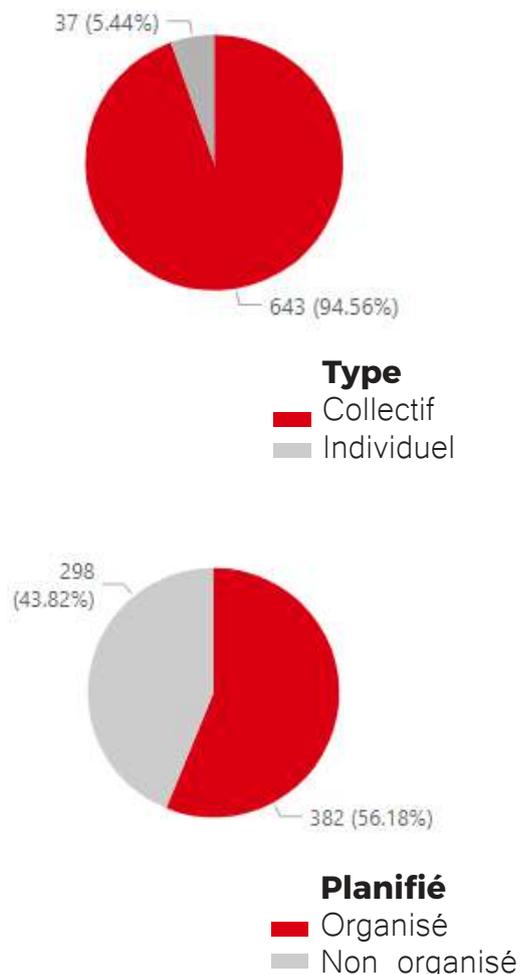
A l'instar des mois précédents, l'espace de protestation ne subit pas la ségrégation entre les genres. Ainsi, 86,32% des protestations ont été menées par des femmes et des hommes, 11,76% ont été menée par des hommes exclusivement et 1,91% ont été menée par des femmes exclusivement. Malgré cette apparente présence partagée, les protestations menées par des femmes se sont limitées à des appels médiatiques de dénonciation sur les radios et sur les réseaux sociaux, tandis que ceux menés par des hommes exclusivement ont englobé les manifestations réalisées par les conducteurs, agriculteurs, pêcheurs et commerçants dans le cadre de métiers stéréotypiquement masculins.

1.3 Emergence et Nature des Mouvements Sociaux

Comme d'habitude, les mouvements sont en majorité collectifs et seule une petite portion des protestations est individuelle. Ainsi, 5,44% des mouvements recensés est individuelle, tandis que 94,56% est collective. Cela est en rapport avec la définition même des mouvements sociaux, en tant qu'action imminemment collective. Les initiatives individuelles sont ainsi des cris de colère qui viennent inspirer des mouvements collectifs¹. Durant le troisième trimestre de 2023, les protestations individuelles ont englobé 25 appels médiatiques, 4 grèves de la faim, deux appels de détresse, et une menace de suicide.

De même, la tendance observée depuis des mois est inébranlable. 56,18% des protestations ont été organisées d'avance, tandis que 43,82% n'ont pas été organisées au préalable et se sont déclenchées instantanément.

¹ Sandrine Rui, « Mouvements sociaux », in Paugam Serge (dir.), Les 100 mots de la sociologie, Paris, Presses universitaires de France, coll. « Que Sais-Je ? », pp. 82-83.



La place de l'organisation politique

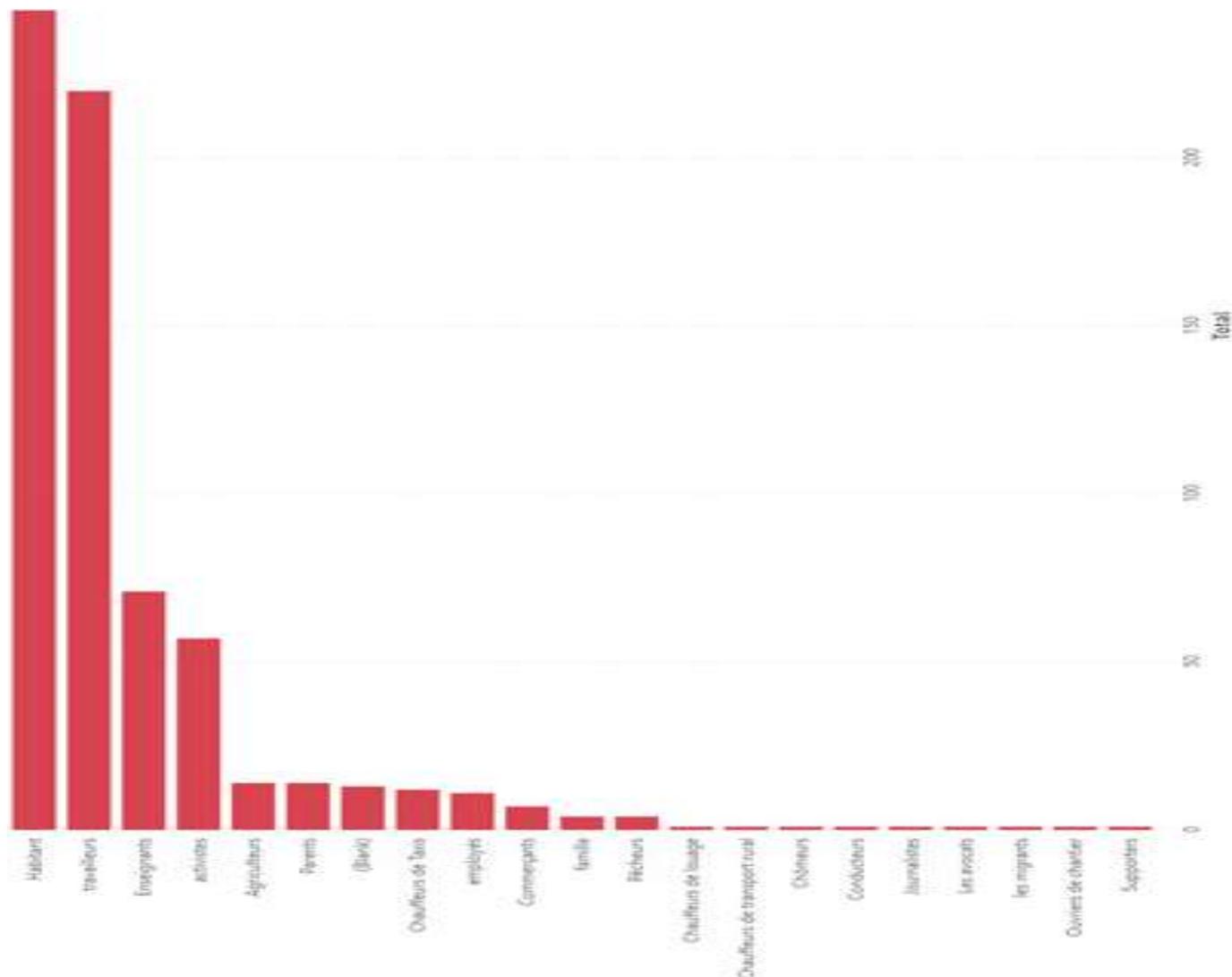
Depuis des mois, les mouvements de protestations sont plutôt organisés. L'aspect « anarchique » est en train de régresser au profit d'une organisation plus soutenue des mobilisations. Les protestations sont alors prévues, discutées et planifiées d'avance. Elles ne se limitent plus à des expressions de colère qui se propagent émotionnellement entre personnes partageant un espace commun pour se transformer en manifestation.

382 protestations sont alors organisées. Elles concernent surtout les travailleurs qui demandent le paiement de leurs droits financiers, l'amélioration de leurs conditions de travail, la résolution de la situation des enseignants suppléants, ou protestent contre le manque de matériel médical et la détérioration des conditions de travail. Elles prennent souvent la forme de sit-in et de rassemblement protestataire. Les 298 protestations instantanées concernent quant à elles des manifestations de révolte par rapport à des infractions et des violations administratives, des coupures d'eau et d'électricité, le manque de produits de base, etc. Elles sont réalisées sous forme de blocage de route et d'activité, de brûlure de pneus, et d'appels médiatiques.

Le caractère urgent des revendications se fait remarquer et explique la nature des mouvements en jeu. Il n'est pas le signe d'un manque de réflexivité ou d'impuissance populaire à s'organiser politiquement. Il est au-delà des jugements le signe d'une colère explicable et d'une légitimité populaire.

1.4 Acteurs & Revendications

Les acteurs ayant participé aux mouvements de protestations du troisième trimestre de 2023 ont été diversifiés. En général, 35,88% des protestations ont été réalisées par des habitants, 32,25% par des travailleurs, 10,44% par des enseignants, 8,38% par des activistes, 2,06% par des agriculteurs, 1,91% par des parents, etc. Les chauffeurs de taxi, d'autres employés et commerçants, et des familles ont pris part des mobilisations recensées.



Les raisons derrière ces mobilisations sont aussi diverses que les profils des acteurs sociaux qui y participent. Une bonne partie tourne autour des conditions de travail salarial, tandis que d'autres tournent autour de l'environnement et l'accès aux services publics. 112 protestations – majoritairement à Gafsa – ont été motivées par le non-paiement des droits financiers des travailleurs, 87 motivées par les coupures d'eau, 47 par la situation des enseignants suppléants, etc.

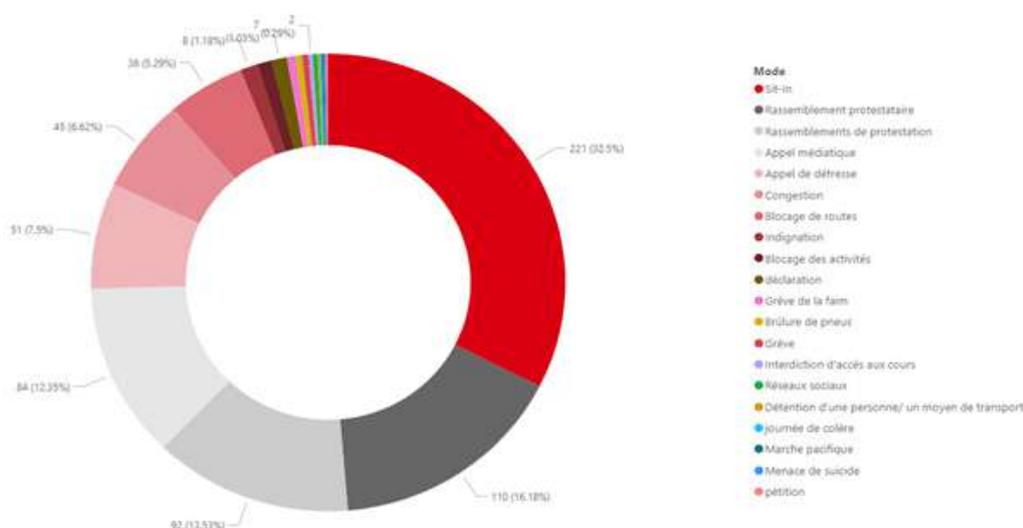
1.5 Formes & Espaces de Protestation

Pour porter ces revendications, les acteurs sociaux des mouvements ont investi des espaces de protestation en lien avec leur mobilisation. Ainsi, 26,91% ont été des espaces de travail, 16,62% des médias, 16,47% des espaces publics, 11,62% des routes, 10,74% dans les locaux de la CPG, 3,68% dans des sièges sociaux administratifs, 2,65% devant le siège du gouvernement, 0,74% devant les sièges des ministères, etc.

32,5% des protestations ont été sous la forme de sit-in, 29,71% sous la forme de rassemblement protestataire, 12,35% d'appels médiatiques, 7,5% d'appels de détresse, 6,62% de congestions, 1,18% de blocage de routes, etc.

Les évènements de protestations qui ont eu lieu durant ce trimestre à la fois signe de détresse et demandes claires dans une situation économique et sociale de plus en plus difficile à gérer pour la population. Leur formulation s'adresse à l'Etat et ses appareils avec des demandes claires et fidèle aux idéaux préétablis dans le pacte social reliant les gouvernés et ceux qui les gouvernent. La baisse en chiffre des nombres de protestation est certes signe d'épuisement, elle est aussi marqueur d'injustice et signale l'orientation de la population vers d'autres pistes de mobilisations que peuvent représenter les violences interpersonnelles, l'immigration clandestine et les passages à l'acte suicidaires.

Espace	Total
Espaces de travail	183
Médias	113
Espaces publics	112
Routes	79
Locaux de CPG	73
Sièges sociaux/administratifs	25
Sièges de gouvernerat	23
Sièges des ministères	18
Réseau sociaux	11
Institutions éducatives	10
Espaces publics	10
Hôpitaux	6
Batiments publics	5
Locaux de la SONEDE	5
Prison	4
	2
Sièges des municipalités	2
Avenue Habib Bourguiba	1
Institutions judiciaires	1
Les chemins de fer	1
Place de la kasba	1
Service publics	1
Théâtre municipal de Tunis	1
Total	680



LA MIGRATION

Non Réglementaire

Septembre 2023

4814 migrants arrivés sur les côtes italiennes au cours de mois de septembre 2023

Le mois de septembre a été marqué par des chiffres percutants. Les dynamiques de mouvement vers la rive nord se sont développées que ce soit pour les arrivants ou ceux qui ont été empêchés.

Le nombre d'arrivées sur les côtes italiennes au cours du mois de septembre a atteint 4814 migrants (le chiffre le plus élevé en termes d'arrivées depuis avril 2011) portant le nombre total d'arrivées en Italie de nationalité tunisienne depuis le début de l'année 2023 à 14097 migrants.

La nationalité tunisienne arrive en troisième position parmi les arrivées en Italie avec un taux de 11%, mais a enregistré une légère baisse par rapport à la même période de l'année dernière.

Au cours de ce mois, nous avons observé une augmentation significative du nombre d'opérations déjouées, ou 479 traversées terrestres et maritimes

ont été empêchées, ce qui représente une augmentation de 77,40% par rapport à la même période de l'année 2022.

8781 migrants ont été empêchés d'atteindre la côte italienne, ce qui représente une augmentation de 126,19%. Ces chiffres élevés reflètent la vigilance sécuritaire et les moyens logistiques et techniques alloués à la Garde navale tunisienne, ce qui montre la forte pression que les pays européens exercent sur la Tunisie en matière de contrôle des frontières.

Parmi les données annoncées par le ministère de l'Intérieur, et qui n'ont pas été observées en détail, il paraît que depuis le début de l'année 2023, 5 609 tentatives de traversées ont été déjouées. Aussi, le nombre total de personnes qui ont tenté de traverser la Méditerranée a atteint 72 516 migrants, et 1 290 corps de migrants irréguliers ont été retrouvés

2.1 Comparaison des mêmes périodes durant 2020-2021-2022-2023

Mois	2020			2021			2022			2023		
	Nombre d'arrivées en Italie	Nombre de migrants interceptés	Nombre d'arrivées en Italie	Nombre de migrants interceptés								
Janvier	68	22	84	17	463	382	124	1155	341	85	2322	
Février	26	25	660	17	1273	308	95	1036	770	177	5147	
Mars	60	4	334	72	882	224	58	886	774	241	7494	
Avril	37	6	307	42	409	315	87	1515	1047	170	4081	
Mai	494	60	601	95	2487	1024	172	2658	497	180	4057	
Juin	825	119	977	143	2120	1714	175	2086	770	123	3528	
Juillet	4145	245	4044	211	2993	3461	226	3226	1769	37	848	
Août	2306	191	4035	317	5582	4284	411	5713	3196	127	4427	
Septembre	1951	170	1796	308	3199	2958	270	3882	4814	479	8781	
Total	58261	842	20290	1282	19408	14700	1618	22157	14097	1952	48349	
Total MI*											72516	

* Les données ont été fournies dans les déclarations du ministère de l'Intérieur et n'ont pas été détaillées.

2.2 Les arrivants sur les côtes italiennes Septembre 2023

Mois	Nombre d'arrivés	Homme	Femme	Mineurs accompagnés	Mineurs non accompagnés
Janvier	341	295	8	10	28
Février	770	576	51	37	106
Mars	777	492	52	53	180
Avril	1027	734	62	70	181
Mai	497	390	25	27	55
Juin	770	366	52	51	91
Juillet	1769	1160	121	140	342
Août	3196	2190	232	282	492
Septembre	4814	3088	412	382	932
Total	14097	9226	1090	1159	2622

2.3 Les arrivants selon les nationalités durant Septembre 2023

Mois	Tunisien (ne)s	Non Tunisien (ne)s
Janvier	19.18%	80.82%
Février	15.58%	84.41%
Mars	5.5%	94.5%
Avril	19.79%	80.2%
Mai	22.18%	77.82%
Juin	16.89%	83.11%
Juillet	20.92%	79.07%
Août	20.51%	79.48%
Septembre	14.89%	85.10%
Total	17.27%	82.24%

2.4 Les opérations de traversées interceptées par région durant septembre 2023

Mois	Médenine	Gabès	Sfax	Mahdia	Monastir	Sousse	Nabeul	Tunis	Bizerte
Septembre	*	0.20%	83.50%	15.24%	*	*	0.20%	0.20%	0.20%

* La présence de cette marque ne signifie pas que ces régions ne sont pas témoins de opérations, mais les données officielles publiées dans les notifications n'incluaient pas les opérations interceptées dans ces régions.

2.5 Les opérations de traversées interceptées durant Septembre 2023

Mois	Terresre	Maritime
Janvier	11.76%	88.24%
Février	21.46%	78.53%
Mars	13.64%	86.36%
Avril	11.18%	88.83%
Mai	37.73%	62.27%
Juin	11.72%	88.28%
Juillet	40.55%	59.45%
Août	8.66%	91.33%
Septembre	13.98%	86.01%
Total	20.95%	79.04%

2.6 Les drames de la migration non-règlementaire sur les côtes tunisiennes en 2023

Mois	Nombre de victimes et de personnes disparues
Janvier	28
Février	7
Mars	92
Avril	373
Mai	34
Juin	114
Juillet	22
Août	55
Septembre	44
Données*	523
Total	1290

* Les données ont été fournies dans les déclarations du ministère de l'Intérieur et n'ont pas été détaillées.

Nombre de victimes et de personnes disparues sur les côtes tunisiennes 2023	Nombre de victimes et de personnes disparues dans la mer méditerranée durant
958	1500

MÉTHODOLOGIE DE VEILLE

DE LA MIGRATION NON-RÉGLEMENTAIRE

L'ensemble des données contenues dans ce rapport représente ce que le Forum Tunisien pour les Droits Économiques et Sociaux a pu rassembler à partir de diverses sources et par les moyens disponibles. Les données numériques restent incomplètes, non détaillées et sujettes à actualisation et peuvent ne pas refléter pleinement la réalité. Cependant, en l'absence d'informations détaillées et actualisées du côté officiel tunisien (telles que le nombre de laissez-passer, le nombre de passagers, leur répartition selon les tranches d'âge et le sexe, leur provenance, leur statut social et le nombre de personnes disparues...), ces données peuvent contribuer à une meilleure compréhension des dynamiques migratoires et des transformations significatives

LES OPÉRATIONS D'INTERCEPTION

la veille repose sur les rapports du Ministère de l'Intérieur et les déclarations du porte-parole de la Garde Nationale dans les divers médias. Dans la plupart des cas, ils n'incluent pas de données détaillées (genre, tranches d'âge, pays d'origine des migrants ...)

LES ARRIVÉES SUR LES CÔTES EUROPÉENNES

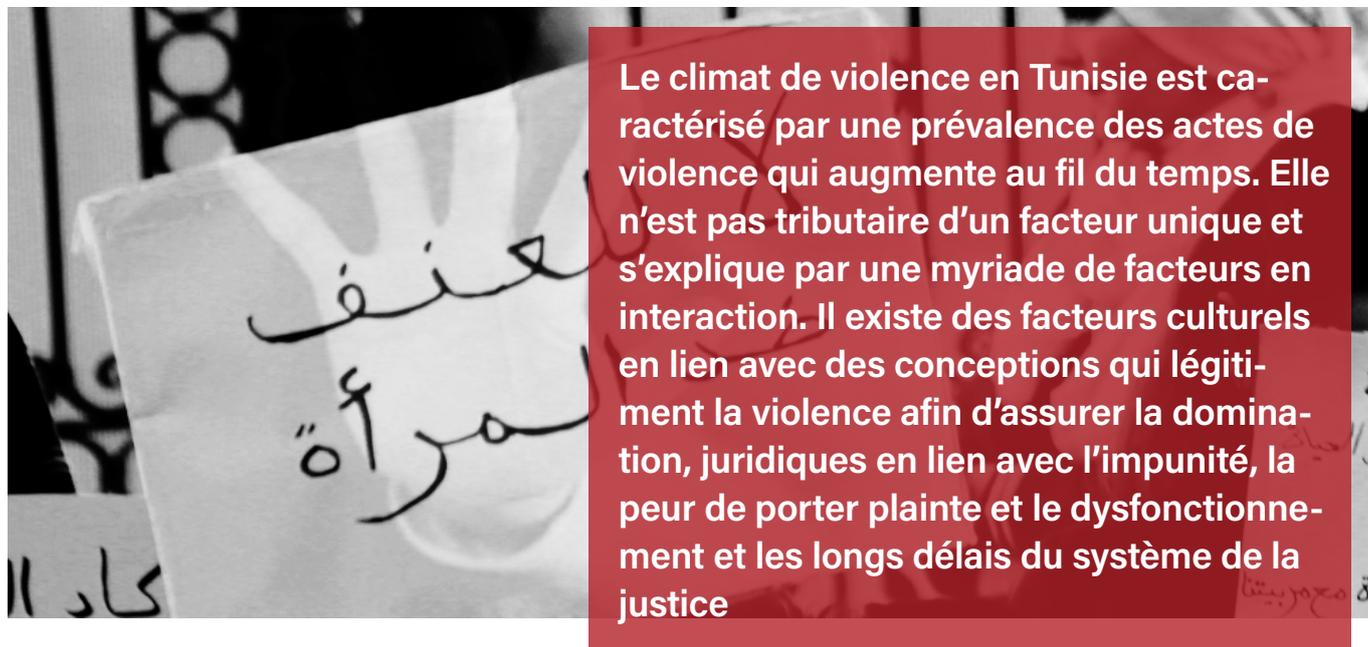
Plusieurs structures émettent des données numériques sur les arrivées en Europe, comme le Haut-Commissariat pour les réfugiés, l'Organisation Internationale pour les migrations, les Ministères de l'Intérieur des pays européens et l'Agence Européenne de Surveillance des côtes.

Les chiffres présentés restent approximatifs et nécessitent une mise à jour continue selon les données publiées par les structures officielles et civiles qui peuvent être édités dans des rapports ultérieurs mais qui fournissent une lecture de l'évolution et du changement de la dynamique de la migration non-réglementaire.

LES CHIFFRES INVISIBLES

ce sont le nombre de migrants qui atteignent les côtes européennes sans passer par les autorités locales ou les structures internationales et ne se retrouve pas dans un recensement. Ce sont des chiffres importants et qui diffèrent selon les tactiques des réseaux des passeurs de migrants. Il comprend également des opérations de départ depuis les côtes tunisiennes qui réussissent à échapper au contrôle sécuritaire strict ou celles dont le passage est intercepté sans émettre de rapports ou sans les annoncer.

LA VIOLENCE



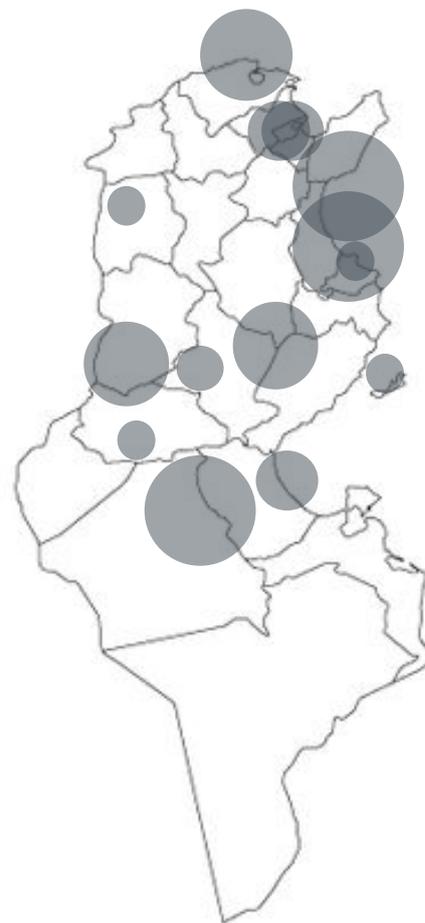
De plus, les raisons des violences peuvent être politiques, étant donné le manque de possibilités d'orienter le débat et d'influer sur les changements politiques, ou de favoriser des mesures pour combattre la violence et soutenir l'égalité entre citoyens. La situation économique est également facteur de violence car les schémas de précarité et de paupérisation – qui sont plus ou moins stables – réduisent fortement pour les victimes la possibilité de s'en sortir et poussent les agresseurs qui sont affectés par le chômage et la pauvreté à affirmer leur masculinité et leur force par des actes de violence.

La révélation des faits de violences conjugales est toujours aussi compliquée. Cela complique le recensement dans les médias et les réseaux sociaux et module l'échantillon présenté. Les actes de violence enregistrés sont ceux qui sont spectaculaires et qui sont mis en avant par les victimes ou les témoins. Des victimes silencieuses peuvent être inaudibles dans ce contexte. De plus, le recours à des dispositifs spécialisés d'écoute et d'accompagnement n'est pas encore généralisé, étant donné le manque de ressources et d'action. Les témoignages des personnes ayant survécu ou pas des dynamiques de violence sont rares. D'où l'intérêt d'aller chercher ces voix, en plus de l'intérêt à des faits divers.

3-1 Répartition Géographique

Durant le troisième trimestre de 2023, la violence a continué d'être – comme depuis une année – dispersée dans les différents gouvernorats. Elle vise des franges de la population qui se distinguent par leur vulnérabilité, à savoir les femmes, les enfants, et les migrants.

La cartographie de la violence a changé depuis le dernier trimestre. Les gouvernorats affectés ne sont pas les mêmes que pendant les mois précédents. Majoritairement concentrés à Tunis, Nabeul, Sousse et Kasserine, les violences augmentent dans les régions où les inégalités prolifèrent. Ce facteur semble plus influent que la pauvreté et la précarité. De plus, à Gafsa – gouvernorat ayant enregistré le taux le plus élevé de mouvements sociaux – peu d'actes violents ont été recensés. Ainsi, la mobilisation collective semble être un exutoire des frustrations qui fait baisser l'élan de violence chez la population.



3-2 Distribution Genrée

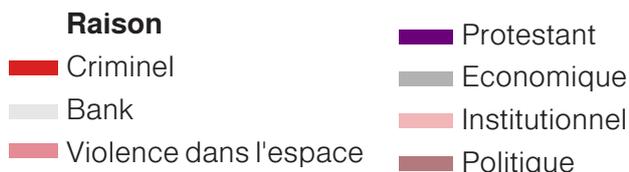
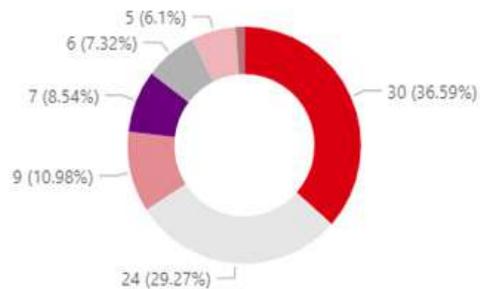


Concernant les agresseurs, 70,49% sont des hommes, 17,75% sont des femmes, 14,75% sont des groupes mixtes. La tendance masculine de la violence est inébranlable depuis une semaine, malgré une régression du nombre des hommes qui perpétuent des actes de violence. Cela pourrait signifier la généralisation de la violence dans la société et son non-exclusivité au genre masculin.

En ce qui concerne les agressés, la proportion de femmes a augmenté durant ce trimestre et a atteint 21,31% du taux total. 50,82% des victimes de violence ont été des hommes et 2,87% ont été des groupes mixtes. Cela évoque la généralisation du phénomène de la violence, malgré la vulnérabilité du genre qui reste un facteur déterminant.

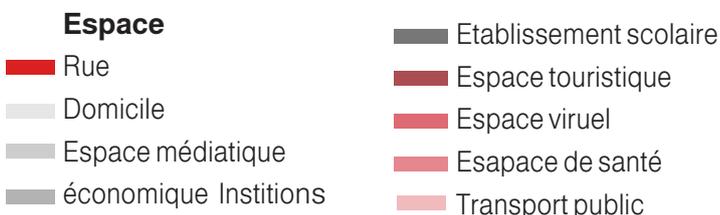
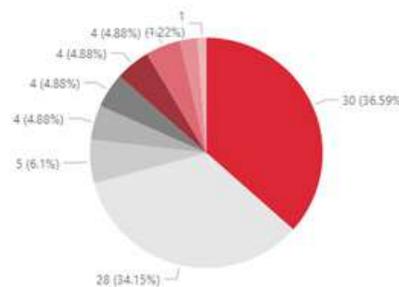
3-3 Types des Violences

A l'instar des mois précédents, la violence criminelle est majoritaire et forme 36,59% des cas reportés. 29,27% des cas ont été dans des buts de terrorismation, 10,98% étaient des cas de violence exercée dans l'espace public, 8,54% de protestation, 7,32% ont été de nature économique, 6,1% de nature institutionnelle et 1,22% motivés par des raisons politiques.



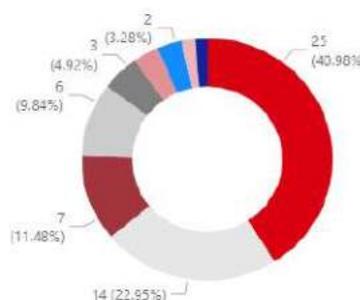
3-4 Spaces of violence

These events took place in a variety of settings, ranging from the public to the private. 36.59% were recorded in the street, 34.15% in the victims' homes, 6.1% in the media, 4.88% in virtual spaces, 4.88% in tourist and leisure areas, 4.88% in schools, 4.88% in economic institutions, and 2.44% in health-care facilities.



3-5 Buts de la Violence

En général, la violence a pour but d'assujettir les victimes et de les dominer. Malgré cet objectif général, celle qui a eu lieu durant ce trimestre a eu des buts diversifiés. 40,98% ont visé l'agression, 22,95% le vol, 11,48% la vengeance, 9,84% l'intimidation, 4,92% l'agression sexuelle, 3,28% la dévalorisation, 1,64% le harcèlement, ainsi que le harcèlement sexuel et la protestation contre une situation donnée.



3-6 Récapitulatif des événements violents les plus marquants durant le 3^{ème} trimestre de 2023

CATÉGORIE

VIOLENCES À L'ENCONTRE DES FEMMES

VIOLENCE CONJUGALE ET FAMILIALE

ESCROQUERIE

VIOLENCE URBAINE

VIOLENCE DANS LE MILIEU ÉDUCATIF

TRAITE HUMAINE ET CONTREBANDE

VIOLENCE EN LIEN AVEC LA MIGRATION

EXEMPLE

Viol d'une jeune fille
Agressions sexuelles touchant des femmes et des filles

Séquestration d'une jeune fille par ses parents et violence physique
Un jeune homme a été poignardé par son cousin
Menaces de vengeance et publication de matériel pornographique

Escroquerie sur la location d'un bien
Vente de produits alimentaires périmés

Agression par un groupe d'hommes dans un quartier populaire
Vandalisme d'une maison suite à un désaccord entre personnes

Agression d'un élève par couteau dans la cour de son lycée
Harcèlement dans un collège

Découverte d'un réseau de passeurs
Découverte d'un réseau de fabrication d'alcool sans respects des normes légales,

Violence entre tunisiens et migrants Subsahariens
Un jeune homme d'origine subsaharienne a essayé d'infiltrer la maison d'une femme âgée
Meurtre d'un migrant subsaharien par trois personnes tunisiennes

SUICIDE & TENTATIVE DE SUICIDE

32 suicides et tentatives de suicide
ont été enregistrés durant le troisième
trimestre de 2023

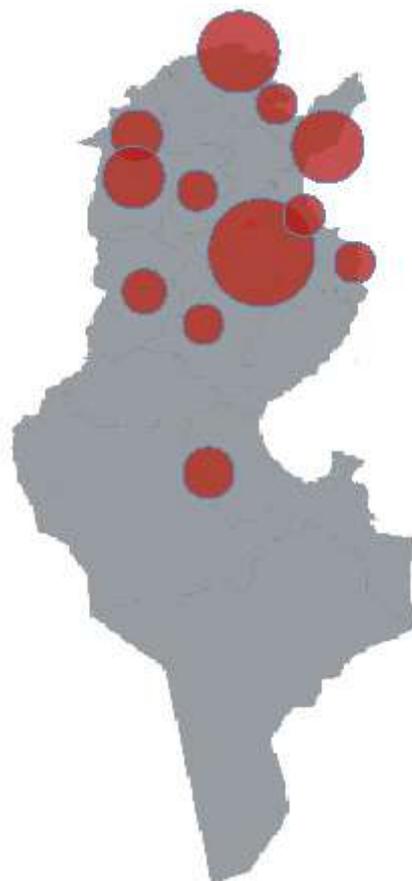
Par définition, les conduites suicidaires impliquent le fait de se donner ou bien d'essayer de se donner intentionnellement la mort. Ces conduites sont souvent liées à des facteurs de stress et à des problèmes de santé complexes qui entraînent un sentiment d'impuissance et de désespoir. Ils sont aussi les marqueurs d'une situation sociale et économique qui renforcerait les vulnérabilités psychiques, ainsi que d'un système de soins de santé mentale qui ne répond pas ou répond mal aux besoins spécifiques de la population.

32 suicides et tentatives de suicide ont été enregistrés durant le troisième trimestre de 2023, à savoir 10 en juillet, 17 en août et 5 en septembre. Comparé aux mois précédents, les chiffres recensés ont baissé par rapport au deuxième trimestre durant lequel 45 cas ont été enregistrés. Cette baisse est une nouvelle attendue, étant donné l'inquiétude qu'ont provoqué les derniers chiffres. Néanmoins, cette décroissance n'est pas suffisante.

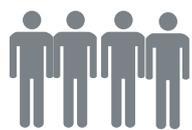
Parmi les conduites suicidaires enregistrés, 62,5% ont entraîné la mort des suicidants, alors que 37,5% ont été des tentatives qui n'ont pas entraîné la mort. La mort devient de plus en plus inévitable pour les suicidants et indique que les méthodes utilisées pour soulager la souffrance psychique sont fatales et réfléchies.

4-1 Distribution Géospatiale

La cartographie des conduites suicidaires reste fidèle à la norme. Kairouan a connu 8 suicides, Bizerte en a connu 5, 4 ont été enregistré à Nabeul, 3 au Kef, 2 à Jendouba, 2 à Kasserie, 2 à Sidi Bouzid, 2 à Tunis et un respectivement à Ariana, Mahdia, Seliana et Sousse. Les gouvernorats ayant enregistré les nombres les plus élevés sont les gouvernorats les plus pauvres et les plus marginalisés. Le gouvernorat de Kairouan a continué à enregistrer les nombres les plus élevés, élément qui devrait alarmer les autorités et les prestataires de soins.



4-2 Distribution Genrée



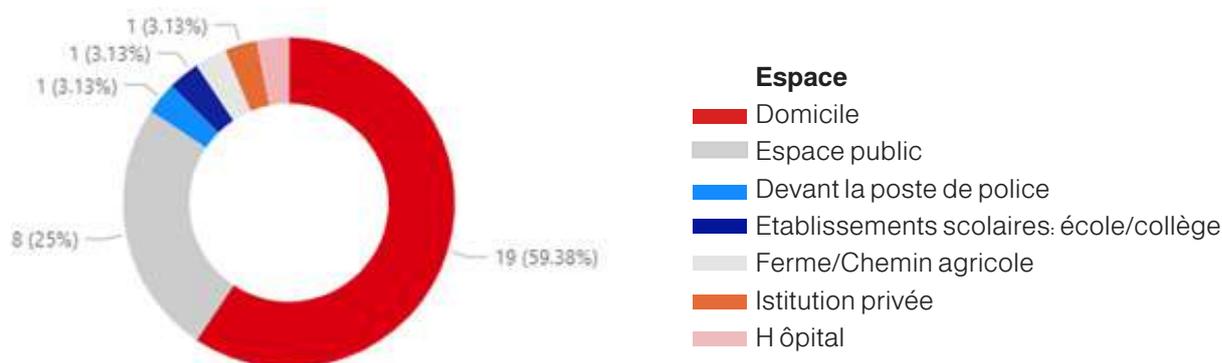
81,25%



18,75%

Les hommes continuent à former le groupe majoritaire parmi les suicidants. Ils constituent 81,25% du taux total, tandis que les femmes en constituent 18,75%. Cela confirme les difficultés chez les hommes de verbaliser les souffrances et demander de l'aide avant de passer à l'acte.

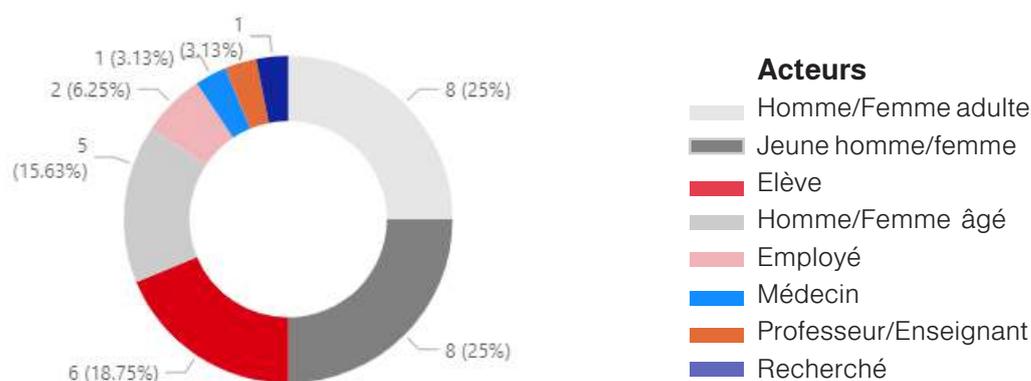
4-3 Lieux des Suicides



59,38% des suicidants ont choisi leurs domiciles, 25% ont choisi des espaces publics, une personne devant le poste de la police, une personne devant un établissement scolaire, une personne dans une ferme, une personne dans une institution et une autre dans un hôpital. Les personnes choisissent de se suicider majoritairement dans l'espace intime quand la souffrance est vécue de manière solitaire et dans l'espace public quand un sens de protestation est donné à cet acte ou quand la personne veut se rendre visible, après des années d'invisibilisation de sa souffrance. Le recours à ces lieux questionne les structures de soins et le tissu social et leur incapacité à apporter du soutien, de l'écoute et de la présence à ces personnes.

4-4 Les catégories Biographiques des Suicidants

Parmi les suicidants, 8 sont des adultes, 8 sont des jeunes, 6 sont des élèves, 5 sont des personnes âgées, 2 sont des employés, un est médecin, un est enseignant et un est une personne recherchée par la police. Les suicides des élèves est signe d'échec institutionnel et de pression familiale et sociale, ainsi que la négligence de la thématique du harcèlement dans les institutions scolaires. Les suicides des médecins et des enseignants sont indicateurs des mauvaises conditions de travail et du stress qui affecte les personnes travaillant dans ces



4-5 Récapitulatif des motifs des conduites suicidaires durant le 3ème trimestre 2023

MOTIFS

LA NON-OBSERVANCE DES TROUBLES PSYCHIATRIQUES

EXEMPLE

Suicide par pendaison d'un homme âgé présentant des troubles psychiatriques dans un étable.

Suicide d'un jeune homme ivre devant un commissariat de police.

EXCLUSION SOCIALE

Découverte d'un cadavre d'un homme adulte ayant commis un suicide plusieurs jours après le fait.

Découverte de cadavre d'un jeune homme ayant commis un suicide par pendaison plusieurs jours après.

CONFLITS FAMILIAUX

Suicide d'un jeune homme suite à un conflit familial.

HARCÈLEMENT SCOLAIRE ET VIOLENCES DANS LE MILIEU SCOLAIRE

Suicide d'une jeune adolescente suite à l'agression de la mère d'une camarade de classe.

PROTESTATION

Suicide par immolation en protestation à des mauvaises conditions sociaux économiques

Suicide par immolation sur la voie publique d'un homme âgé

CONDITIONS DE TRAVAIL

Suicide d'un enseignant à cause d'un emploi de temps contraignant

Suicide d'un dentiste à cause de ses conditions de travail